

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951
Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2017

Le Directeur Général
Nicolas LANGEVIN

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 28 juillet 2017**

SOMMAIRE

1.1. Rapport semestriel d'activité.....	3
1.2. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017.....	19
1.3. Déclaration personnes physiques au 30 juin 2017.....	71
1.4. Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2017.....	73

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au

Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

AU 30 JUIN 2017

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Environnement économique et financier

Après une année 2016 à la fois surprenante et préoccupante, avec le vote du « Brexit », puis l'élection de Donald Trump, 2017 était considérée comme l'année de tous les dangers pour l'Europe, avec en point d'orgue l'élection présidentielle Française en avril et mai.

En début d'année, les voyants étaient déjà au vert en Europe pour son économie, mais l'Union Européenne retenait son souffle jusqu'au résultat des élections Françaises. Aujourd'hui, les perspectives de croissance pour 2017 sont révisées à la hausse, tant en Europe qu'en France, et le spectre de la déflation s'est éloigné.

Cependant la Banque Centrale Européenne reste encore vigilante et commence seulement à préparer les marchés financiers à la lente réduction de sa politique monétaire très accommodante.

Ainsi, le niveau des taux à court terme reste extrêmement bas, avec d'une part des taux interbancaires à 3 mois négatifs (-0,35%) et d'autre part des taux à long terme qui commencent à peine à remonter avec des emprunts d'états à 10 ans encore inférieurs à 1%.

Dans ce contexte, la confiance est de retour en Europe, avec un climat des affaires au plus haut depuis 2011 et un taux de marge des entreprises qui reste bien orienté. La confiance des ménages atteint quant à elle son plus haut niveau depuis 2007.

La croissance Européenne est toujours qualifiée de « molle » (1,7% à 1,8% attendus), mais elle est en progression sur un rythme suffisant pour retrouver une dynamique favorable au développement des activités commerciales et de l'emploi.

Cette dynamique est présente partout sur le continent Européen, y compris en France et plus localement dans notre département.

1. Activité commerciale du 1er semestre 2017

La dynamique de conquête du début d'année se confirme au 2ème trimestre avec un total de 11 735 nouveaux clients particuliers sur les 6 premiers mois de l'année, en progression de +1,4% par rapport au 1er semestre 2016.

Les principaux indicateurs d'activité ont enregistré les évolutions suivantes sur un an :

	30/06/2016	30/06/2017	Evolution 2017 / 2016
ACTIVITE (chiffres en Mds€ et évolution en %)			
Crédits	7,42	7,97	7,4%
<i>dont habitat</i>	4,72	5,19	9,8%
Collecte	11,48	12,12	5,6%
<i>dont collecte bilan</i>	7,20	7,67	6,5%

Les réalisations de crédit atteignent 998M€ contre 763M€ il y a un an, marquant une forte accélération de 30,8% tirée par le financement de l'habitat (+46,2% avec 686M€ financés sur le 1er semestre contre 470M€ il y a un an).

Les volumes de remboursements anticipés et de réaménagements demeurent à des niveaux élevés sur les 6 premiers mois de l'année (respectivement 390M€ et 537M€ soit +71,4% et +124,3%) mais la dynamique s'essouffle sur le 2ème trimestre.

Ainsi les encours de crédit, retraités des opérations de titrisation consolidantes, progressent de +7,4% sur un an, portés par l'habitat dont l'encours augmente de +9,8%.

Les réalisations de crédit auprès des clientèles professionnelles atteignent 248M€ sur le 1er semestre 2017 en progression de 6,2% par rapport à la même période de l'année 2016.

Les encours de collecte s'accroissent de 5,6% sur un an pour atteindre 12,12Mds€ à fin juin 2017.

Dans la continuité des précédents trimestres, la progression est portée par les dépôts à vue (+14,3%), l'épargne logement (+5,2%) et les livrets bancaires (+5,2%). Enfin, l'équipement des clientèles se poursuit toujours en produits d'assurance (+4,4%) et en services bancaires (+2,9%).

Assurances et Services :

Fin juin 2017, le portefeuille d'assurances de la Caisse régionale Toulouse 31 compte près de 208 000 contrats, en progression de 4,4% sur un an, dont plus de 131 000 dédiés à l'assurance des biens.

Sur un an, les services bancaires progressent de +2,9% : les stocks de cartes et de comptes services / comptes à composer augmentent, sur le 1^{er} semestre 2017, respectivement de 3 469 et 2 857 unités (dont 3 117 et 2 656 à destination de nos clients particuliers).

Mutualisme :

L'engagement mutualiste se renforce sur la première moitié de l'année 2017 par la progression du nombre de sociétaires de 5 791 depuis la fin de l'année 2016 pour atteindre au total 165 045 clients sociétaires.

2. Résultats financiers

2.1. Les soldes intermédiaires de gestion base individuelle

	T2 2016	T2 2017	Evolution T2 2017 / 2016	30/06/2016	30/06/2017	Evolution 2017 / 2016
BASE INDIVIDUELLE (chiffres en M€ et évolution en %)						
Produit net bancaire	76,7	77,8	1,4%	143,9	130,5	-9,3%
Charges de fonctionnement nettes	-37,0	-40,7	10,0%	-73,7	-77,8	5,6%
Résultat brut d'exploitation	39,7	37,1	-6,6%	70,2	52,8	-24,8%
Coût du risque	0,1	5,4	n.s.	-2,2	5,7	n.s.
Résultat net social	29,7	28,8	-3,2%	43,6	42,6	-2,2%

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 28 juillet 2017, a approuvé les comptes du 1er semestre 2017, comptes préalablement audités par les commissaires aux comptes. Le Produit Net Bancaire (comptes individuels) est en recul de -9,3%. Outre le contexte de taux bas pénalisant notre marge d'intermédiation, cette évolution résulte également des impacts de -13,8M€ liés à la réalisation d'opérations d'optimisation de bilan sur le 1er trimestre 2017 et de -3,6M€ liés à l'opération de simplification du groupe Crédit Agricole réalisée en 2016.

A l'inverse, le PNB des commissions et des opérations pour compte propre progresse sur un an (+9,5%). Dans un contexte de lancement de la réalisation d'un ambitieux programme d'investissement dans les outils de travail, les charges de fonctionnement progressent de +5,6% sur un an pour un résultat brut d'exploitation qui atteint 52,8M€ pour le 1er semestre 2017 en baisse de -24,8%.

Le coût du risque reste toujours favorable avec un taux de défaut de 2,28% (contre 2,67% il y a un an). Couplé à une charge d'impôt sur les sociétés inférieure d'un tiers à l'an passé, le résultat net social de la Caisse régionale s'établit à 42,6M€ pour le 1er semestre 2017 en légère baisse de -2,2% sur un an. S'agissant du résultat net consolidé, il s'affiche en baisse plus marquée à 40,5M€ (-19,8%).

2.2. Les comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 ».

BASE CONSOLIDÉE (chiffres en M € et évolution en %)			
	30/06/2016	30/06/2017	Evolution 2017 / 2016
Résultat net part du Groupe consolidé	50,5	40,5	-19,8%
Total Bilan consolidé	9 557,2	10 311,2	7,9%
<i>dont capitaux propres au passif</i>	1 266,5	1 326,4	4,7%

2.2.1. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation, par rapport au 31 décembre 2016, comprend une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. La note 11 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 » présente le périmètre complet.

2.2.2. Le compte de résultat consolidé

Le résultat net consolidé du 30 juin 2017 s'élève à 40,5M€ contre 50,5M€ au 30 juin 2016 soit une baisse de 10M€ (-19,8%).

Il est principalement constitué des résultats de la Caisse régionale et de la STT (42,6M€), des Caisses Locales (0,6M€) et des Fonds Dédiés (2M€).

L'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée a un impact de -2,6M€, le traitement des titres et des instruments dérivés un impact de -2,9M€. Les autres retraitements s'élèvent à +0,7M€.

2.3. Perspectives 2020 : Crédit Agricole Toulouse 31, la banque proche et connectée

La Caisse régionale accélère sa transformation digitale afin d'offrir les parcours les plus adaptés à ses clients, et sa transformation physique avec le lancement des travaux de rénovation de son Siège social historique du centre-ville toulousain et l'ouverture le 30 juin 2017 de sa 1ère agence collaborative à Castelginest, nouveau format qui sera ensuite décliné sur tout le territoire. C'est en investissant à la fois dans ses hommes et ses femmes, ses outils informatiques et son immobilier que la Caisse régionale incarne sa vision de la banque « proche et connectée » au service de toutes ses clientèles et de l'amélioration de leur satisfaction au quotidien.

3. La structure financière

Les fondamentaux de la Caisse régionale reflètent sa solide situation financière avec des capitaux propres qui progressent de 4,7% sur un an et des ratios Bâle III phasés de solvabilité et de levier (respectivement estimés à 17,41% et 7,48%) et de liquidité (105,2%) supérieurs aux exigences règlementaires en vigueur, conférant à la Caisse régionale la capacité d'accélérer son développement.

Le cours du Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) Toulouse 31 s'établit à 107,79€ au 30 juin 2017, marquant une progression de +18,5% sur l'année 2017 et de +26,2% sur un an. Comme annoncé, la Caisse régionale a détaché le 11 avril 2017 un dividende de 4,63€ par titre au titre de 2016, contre 4,62€ pour l'exercice 2015.

Chiffres clés	30 juin 2017	30 juin 2016
LCR (ratio de liquidité Bâle III)	105,2%	88,5%
Ratio de Solvabilité (Bâle III)	17,41% (estimé)	19,31%
Ratio de levier (Bâle III)	7,48% (estimé)	9,34%
Différentiel Crédit - Collecte en M€	446,5	379,8
Ratio Crédit - Collecte en %	106,1%	105,5%
Taux de défaut	2,28%	2,67%

3.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 ».

3.2. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 10 dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

4. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2016, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2017 sont présentées ci-dessous.

Au cours du 1^{er} semestre 2017, le Groupe et ses entités ont actualisé leur déclaration d'appétence aux risques en intégrant les axes du budget 2017 et de leur Plan Moyen Terme.

La Caisse régionale Toulouse31 transmet régulièrement un suivi des indicateurs stratégiques à sa gouvernance.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

4.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit, sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2016, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

5.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la « politique de développement maîtrisé du crédit » applicable en 2017 a été validée par le Conseil d'Administration.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

L'évolution favorable de ces risques s'est poursuivie sur le 1er semestre.

Exposition

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	4 287	3 578
Instruments dérivés de couverture	28 097	25 175
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	401 872	445 321
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	69 884	17 428
Prêts et créances sur la clientèle	7 854 255	7 647 898
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	390 415	210 887
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	8 748 810	8 350 287
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	848 543	845 262

Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	276 271	286 076
Provisions - Engagements par signature	-8 706	-7 212
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 116 108	1 124 126
Exposition maximale au risque de crédit	9 864 918	9 474 413

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes au Crédit Agricole et Prêts et créances sur la clientèle.

(en milliers d'euros)	30/06/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	507 953			700	507 253
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	69 634				69 634
Grandes entreprises	1 372 328	39 370	36 685	24 474	1 311 169
Clientèle de détail	6 135 567	155 736	111 173	24 891	5 999 503
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	8 085 482	195 106	147 858	50 065	7 887 559

(1) Dont encours restructurés pour 28 753 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	549 628	1 623	43	674	548 911
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	17 318				17 318
Grandes entreprises	1 354 196	39 318	36 888	25 785	1 291 523
Clientèle de détail	5 920 715	163 588	117 492	34 549	5 768 674
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	7 841 857	204 529	154 423	61 008	7 626 426

(1) Dont encours restructurés pour 20 933 milliers d'euros (Evaluation selon critères 2016 : 12 652 milliers d'euros).

Coût du Risque

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-139 353	-49 924	-25 615
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	-131 670	-45 286	-24 376
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-3 116	-1 614	-601
Risques et charges	-4 567	-3 024	-638
Reprises de provisions et de dépréciations	145 227	48 605	23 407
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	142 405	45 674	21 920
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		18	
Engagements par signature	956	1 554	1 044
Risques et charges	1 866	1 359	443
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	5 874	-1 319	-2 208
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-334	-514	-255
Récupérations sur prêts et créances amortis	343	335	212
Décotes sur crédits restructurés	-108	-32	-7
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-58	-33	-27
Autres produits			
Coût du risque	5 717	-1 563	-2 285

5.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

Au 2ème semestre 2017, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1er semestre.

4.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt,
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières,
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs,

- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

4.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres définie pour l'exercice 2017 vise à :

- poursuivre la constitution des réserves de liquidité LCR, de façon à faire progresser régulièrement le niveau du ratio LCR, en étant vigilant sur le couple rendement/risque et sur la diversification de nos réserves,
- maintenir une gestion dynamique et sécurisée des actifs de gestion à moyen long terme,
- maintenir un niveau satisfaisant de plus-values latentes.

Gestion du risque

Les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché pour 2017, sont proches de celles définies au second semestre 2016, tenant notamment compte de la volonté de disposer d'un encadrement homogène avec les comptes du groupe et l'approche prudentielle.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Au niveau global et hors NEU MTN

- Une limite basée sur le stress Groupe sur le portefeuille AFS
- Une limite sur l'évolution du stock de plus-values latentes

Pour les NEU MTN

- Une limite basée sur le stress scénario (1 mois)
- Une limite basée sur la Value at Risk (1 mois à 99%)

Pour le risque de change

- Une limite d'exposition maximale sur le risque de change

Les seuils d'alerte :

- Un seuil d'alerte sur la limite stress Groupe AFS (90% de la limite)
- Un seuil d'alerte sur la limite stress Groupe HTM
- Un seuil d'alerte sur la limite stress Adverse 1 an AFS
- Un seuil d'alerte sur la limite stress scénario des NEU MTN
- Un seuil d'alerte sur la limite basée sur la Value at Risk des NEU MTN
- Un seuil d'alerte sur la variation du marché action
- Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs
- Un seuil d'alerte sur la variation du stock de plus-values latentes.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement, à l'exception des stress et la VaR qui sont calculés mensuellement.

Principales évolutions en termes d'exposition nette :

Allocation	Exposition 30/06/17	Exposition 31/12/16
Monétaire	8,8%	10,4%
Obligations	84,4%	81,3%
Actions	2,2%	2,2%
Diversifié	4,6%	6,1%
Total	854,5 M€	728,1 M€
Stress Groupe AFS (<i>Limite</i>)	- 38,5 M€ (31/05) (- 60 M€)	- 46,7 M€ (- 67 M€)

4.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2017

La Caisse régionale de Toulouse 31 entend poursuivre les objectifs qu'elle s'est fixé pour l'année 2017.

4.3. Gestion de bilan

4.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique générale de gestion est fixée annuellement par le Conseil d'Administration ainsi que les limites de risque (limites 2017 fixées par le Conseil d'Administration du 24-03-2017).

La politique de gestion pour 2017 vise à maintenir des Gaps de taux faibles sur les durées à long terme, proche de la neutralité pour les durées à moyen terme, et d'ajuster l'exposition de la Caisse régionale sur la première année en fonction des conditions de marché sur le prix des couvertures. L'ajustement des positions est décidé chaque trimestre par le Comité de Gestion Financière.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite chaque trimestre de façon détaillée et une étude simplifiée est réalisée mensuellement entre chaque analyse détaillée. Cette analyse trimestrielle est présentée au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture financière des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

Au 30 juin 2017, dans un contexte de taux court terme bas et stables, l'exposition de la Caisse régionale sur l'année à venir est limitée à -370 M€, elle est contenue ensuite entre -340M€ et -138 M€ jusqu'à la dixième année.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

4.3.2. Risque de change

La Caisse régionale n'est pas exposée au risque de change.

Toutefois, il convient de préciser qu'il peut subsister une exposition devise marginale dans la gestion des excédents de fonds propres, au travers de certains OPCVM, libellés en Euros, mais qui peuvent détenir quelques instruments exposés aux devises dans leur portefeuille. Une limite concernant cette exposition indirecte a été fixée pour l'année 2017 dans la politique financière.

4.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché

(accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances et une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum requis. Ce niveau réglementaire minimum est fixé à 80% pour le ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) depuis le 1er janvier 2017 (il passera à 100% au 1er janvier 2018). Le ratio de la Caisse régionale de Toulouse respecte dorénavant déjà le niveau requis en 2018 puisqu'il s'établit à 105,2% au 30 juin 2017.

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Crédit/Collecte, la Position en Ressources Stables (PRS), le différentiel emplois/ressources à refinancer/replacer.

Gestion du risque

La Caisse régionale maintient une politique prudente de gestion du ratio de liquidité Bâle 3 (LCR), en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

Elle poursuit également la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

Exposition

La limite court terme de la Caisse régionale est de 800 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 58,4% au 30 juin 2017.

La Caisse régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit est en augmentation sur un an, suite à une activité crédit qui se développe plus rapidement que l'activité collecte.

Toutefois, la Position en Ressources Stables (PRS) de la Caisse régionale reste largement positive à 406 M€.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse régionale maintiendra ses efforts pour maîtriser le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Le développement du portefeuille LCR sera poursuivi au second semestre 2017.

Politique de couverture

- Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie) :

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2017. La Caisse régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- Perspectives d'évolution pour le second semestre :

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2017.

4.4. Risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2016, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Description - Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1er semestre, la Caisse régionale a poursuivi l'actualisation annuelle de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe crédit Agricole.

5. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2016 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

5.1. Le contrôle permanent

Au 1er semestre la Caisse régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-avant.

5.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1er semestre, la Caisse régionale a poursuivi l'adaptation de ses procédures d'entrée en relation pour tenir compte de l'évolution de la réglementation et des outils mis à sa disposition.

5.3. Le contrôle périodique

Le Secteur contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer, de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes, de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 13 du règlement CRBF 97-02 modifié par

l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Secteur contrôle périodique au cours du 1er semestre 2017 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences réglementaires, le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2017 en deux vagues semestrielles.

Au titre du 1er semestre 2017, le Secteur Contrôle Périodique a finalisé 2 missions siège au titre du plan 2016 et engagé 14 nouvelles missions d'audit (2 au sein des agences spécialisées, 11 missions siège ou thématiques auxquelles se rajoute une mission de suivi contrôlé).

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au

Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2017

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel
Toulouse 31 en date du 28 juillet 2017**

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	21
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	22
COMPTE DE RESULTAT	22
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	23
BILAN ACTIF	24
BILAN PASSIF	25
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	26
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	27
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	28
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	28
2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	36
3. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	37
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i>	37
3.2. <i>Commissions nettes</i>	37
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	38
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	40
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités.....</i>	40
3.6. <i>Charges générales d'exploitation.....</i>	40
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	41
3.8. <i>Coût du risque</i>	42
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs.....</i>	43
3.10. <i>Impôts.....</i>	43
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	45
4. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	47
5. NOTES RELATIVES AU BILAN.....	47
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	47
5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	48
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle.....</i>	49
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers.....</i>	51
5.5. <i>Exposition au risque souverain</i>	52
5.6. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	52
5.7. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....</i>	54
5.8. <i>Immeubles de placement</i>	54
5.9. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	55
5.10. <i>Ecarts d'acquisition</i>	55
5.11. <i>Provisions</i>	56
5.12. <i>Capitaux propres</i>	58
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	59
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	62
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	63
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	63
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	66
9. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS	69
10. PARTIES LIEES	69
11. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2017	70
12. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2017	70

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code NAF 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Intérêts et produits assimilés	3.1	121 861	266 454	140 076
Intérêts et charges assimilées	3.1	-65 980	-127 395	-67 094
Commissions (produits)	3.2	70 306	131 692	65 941
Commissions (charges)	3.2	-14 019	-26 056	-12 153
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	547	-1 333	-1 591
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	16 091	17 848	16 664
Produits des autres activités	3.5	788	9 791	5 563
Charges des autres activités	3.5	-989	-6 462	-898
PRODUIT NET BANCAIRE		128 605	264 539	146 508
Charges générales d'exploitation	3.6	-75 998	-144 178	-72 630
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-3 343	-8 764	-2 858
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		49 264	111 597	71 020
Coût du risque	3.8	5 717	-1 563	-2 285
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 981	110 034	68 735
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	-633	218	278
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		54 348	110 252	69 013
Impôts sur les bénéfices		-13 877	-37 841	-18 530
Résultat net d'impôt des activités abandonnées				
RESULTAT NET		40 471	72 411	50 483
Participations ne donnant pas le contrôle		1	2	3
RESULTAT NET PART DU GROUPE		40 470	72 409	50 480

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Résultat net		40 471	72 411	50 483
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	3.11		-1 734	-1 043
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		0	-1 734	-1 043
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	3.11		382	359
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		0	-1 352	-684
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	3.11	4 597	6 777	3 686
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	3.11	36	130	67
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		4 633	6 907	3 753
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	3.11	-144	-904	-553
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		4 489	6 003	3 200
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres				
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		44 960	77 062	52 999
Dont part du Groupe		44 958	77 060	53 000
Dont participations ne donnant pas le contrôle		2	2	-1

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales		76 340	71 844
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1 - 5.5	4 287	3 578
Instruments dérivés de couverture		28 097	25 175
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4 - 5.5	1 148 620	1 194 419
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4 - 5.5	438 380	496 432
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4 - 5.5	7 817 925	7 609 108
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		84 229	123 966
Actifs financiers detenus jusqu'à l'échéance	5.4 - 5.5	390 415	210 887
Actifs d'impôts courants et différés		44 662	38 968
Comptes de régularisation et actifs divers		225 299	311 147
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	5.8	2 475	2 517
Immobilisations corporelles	5.9	47 154	40 805
Immobilisations incorporelles	5.9	3 336	3 273
Ecart d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		10 311 219	10 132 119

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Banques centrales		1	1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	5 663	8 829
Instruments dérivés de couverture		139 990	185 090
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	4 805 072	4 901 525
Dettes envers la clientèle	5.6	3 459 379	3 337 761
Dettes représentées par un titre	5.7	309 009	132 353
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		14 446	17 553
Passifs d'impôts courants et différés		12 010	21
Comptes de régularisation et passifs divers		175 600	195 611
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	5.11	47 977	47 029
Dettes subordonnées	5.7	15 509	15 179
Total dettes		8 984 656	8 840 952
Capitaux propres		1 326 563	1 291 167
Capitaux propres part du Groupe		1 326 406	1 291 012
Capital et réserves liées		304 638	300 582
Réserves consolidées		957 359	898 570
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		23 939	19 451
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		40 470	72 409
Participations ne donnant pas le contrôle		157	155
TOTAL DU PASSIF		10 311 219	10 132 119

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe										Participations ne donnant pas le contrôle				
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres autoémissés au capital (1)	Autres instruments de capitaux propres	Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables	Total des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	Résultat net	Capital propres	Capital réservées et résultat	Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables	Total des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	Capital propres	Capital propres consolidés	
Capitaux propres au 1er janvier 2016 <i>(en milliers d'euros)</i>	164 320	1 049 254	-2 006	0	1 212 068	16 217	-1 416	14 301	1 226 869	146	6	6	152	1 227 021	
Augmentation de capital															-380
Variation des titres autoémissés															197
Emissions d'instruments de capitaux propres															0
Remunération du 1er semestre 2016 des émissions d'instruments de capitaux propres															0
Dividendes versés au 1er semestre 2016															-13 190
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle															0
Mouvements liés aux paiements en actions															8
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-380	-13 162	197	0	-13 365	0	0	0	-13 365	-1	0	0	-1	7	-13 366
Variation des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres															2 517
Quoiqu'part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence															-3
Résultat du 1er semestre 2016															0
Autres variations															0
Capitaux propres au 30 juin 2016	164 340	1 036 097	-1 809	0	1 198 728	19 421	-2 000	17 321	50 480	1 266 529	148	3	0	151	1 266 680
Augmentation de capital															445
Variation des titres autoémissés															-181
Emissions d'instruments de capitaux propres															0
Remunération du 2nd semestre 2016 des émissions d'instruments de capitaux propres															-85
Dividendes versés au 2nd semestre 2016															0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle															0
Mouvements liés aux paiements en actions															125
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	445	40	-181	0	304	0	0	0	304	-1	0	0	-1	-1	303
Variation des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres															2 135
Quoiqu'part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence															5
Résultat du 2nd semestre 2016															0
Autres variations															0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	164 885	1 036 257	-1 990	0	1 199 152	22 219	-2 768	19 451	72 409	1 291 012	147	8	0	155	1 291 167
Affectation du résultat 2016															0
Capitaux propres au 1er janvier 2017	164 885	1 036 666	-1 990	0	1 271 561	22 219	-2 768	19 451	0	1 291 012	147	8	0	155	1 291 167
Augmentation de capital															3 309
Variation des titres autoémissés															747
Emissions d'instruments de capitaux propres															0
Remunération du 1er semestre 2017 des émissions d'instruments de capitaux propres															0
Dividendes versés au 1er semestre 2017															-13 820
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle															0
Mouvements liés aux paiements en actions															0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 309	-13 820	747	0	-9 764	0	4 488	4 488	0	0	1	1	1	4 489	-9 764
Variation des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres															0
Quoiqu'part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence															0
Résultat du 1er Semestre 2017															0
Autres variations															200
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017	168 194	1 095 046	-1 243	0	1 261 997	26 707	-2 768	23 339	40 470	1 326 406	148	9	0	157	1 326 563

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2017	1er semestre 2016	31/12/2016	
Résultat avant impôt	54 348	69 013	110 252	
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	3 343	2 858	8 764	
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-11 080	-6 002	-6 608	
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	240	-279	-219	
Quote-part de résultat lié aux entreprises mises en équivalence	330	331	667	
Résultat net des activités d'investissement	-5 469	51	2 096	
Résultat net des activités de financement	-12 636	-3 041	4 700	
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	-131 247	379 822	789 544	
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-84 362	-147 408	-328 774	
Flux liés aux opérations avec la clientèle	27 190	-47 782	30 295	
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	66 761	-156 542	-113 351	
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-7 728	-15 314	-35 954
Impôts versés	-129 386	12 776	341 760	
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-87 674	78 748	456 712	
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-87 674	78 748	456 712	
Flux liés aux participations (1)	-81	3	-298 529	
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-10 388	-5 444	-10 032	
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-10 469	-5 441	-308 561	
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-9 562	-13 335	-13 053	
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	17 449	0	-667	
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	7 887	-13 335	-13 720	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)				
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-90 256	59 972	134 431	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	219 415	84 875	84 875	
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	71 844	63 421	63 421	
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	147 571	21 454	21 454	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	129 159	144 851	219 415	
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	76 340	74 508	71 844	
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	52 819	70 343	147 571	
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-90 256	59 976	134 540	

(*) Composé du solde net des postes Caisses et banques centrales, hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en actifs non courants destinés à être cédés)

(**) Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes Comptes ordinaires créiteurs et Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2017 l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'élève à -81 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- Flux de trésorerie sur acquisitions : FI Venture pour 23 milliers d'euros et CARD pour 175 milliers d'euros
- Cession : SAS CAAGIS pour 117 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, pour un montant de -11 995 milliers d'euros, le paiement d'un intérêt aux parts sociales pour un montant de -1 825 milliers d'euros, ainsi que l'augmentation du capital des Caisses locales pour 3 309 milliers d'euros et l'annulation des actions propres 949 milliers d'euros.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RESUMÉS

1. *Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées*

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual Toulouse 31 au 30 juin 2017 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2016 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Cela concerne en particulier :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1 ^{er} janvier 2018	Oui
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1 ^{er} janvier 2018	Oui

- **Norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 01/01/2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC 31 *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Sur la base des conclusions de l'étude d'impact menée au cours de ce semestre, le Groupe estime que la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'aura pas d'impact significatif dans les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2018.

En l'état actuel de ses analyses, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

- **Norme IFRS 9 Instruments Financiers**

La norme IFRS 9 *Instruments Financiers* est appelée à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle a été adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

- Les principales évolutions apportées par la norme

Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (ie prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (*i.e.* action).

S'agissant des *instruments de dettes* (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

- Les trois modèles de gestion :
 - o Le *modèle de pure collecte* dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;
 - o Le *modèle mixte* dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ; et
 - o Le *modèle de pure cession* dont l'intention est de céder l'actif.
- Les caractéristiques contractuelles (test "Solely Payments of Principal & Interest" ou test "SPPI") :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (*i.e.* taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test "SPPI".

Sur cet aspect, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est attentive à la publication en avril par l'IASB d'un exposé sondage relatif aux instruments de dettes avec des options de remboursement anticipé symétriques, et prendra en compte le cas échéant les conclusions de cet amendement lorsqu'il sera définitif.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

- Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".
- Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test "SPPI".
- Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test "SPPI" indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 devrait conduire

- A une augmentation des actifs à la juste valeur par résultat compte tenu du reclassement des OPCVM dans cette catégorie ce qui entraînera une volatilité accrue du résultat ;

- Au classement en coût amorti de la grande majorité des prêts et créances, ceux-ci respectant le test "SPPI" ;
- Au classement en juste valeur par capitaux propres recyclables ou au coût amorti des instruments de dette en fonction de la documentation du modèle de gestion documenté en date de première application.

Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1^{ère} étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;
- 3^{ème} étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarios raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3^{ème} étape).

Afin d'apprécier la dégradation significative, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;
- Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (bascule d'un portefeuille ou sous-portefeuille en étape 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut actuellement utilisée en gestion pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

Comptabilité de couverture

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- Toutes les opérations de micro-couverture ; et
- Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou

- Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

La norme IFRS 9 permet d'appliquer de manière anticipée les dispositions relatives au risque de crédit propre des passifs financiers désignés en juste valeur par résultat sur option, à savoir la reconnaissance des variations de valeur liées au risque de crédit propre en autres éléments du résultat global non recyclables.

A ce stade, conformément à l'orientation du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'envisage pas d'appliquer par anticipation ces dispositions.

- Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, durant l'année 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a été associée aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui s'est concrétisé par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le *forward looking*, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité

- Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31/12/2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test "SPPI".

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivent en 2017 et ont intégré des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE). Ces travaux seront finalisés courant 2017.

- Transition

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraitier les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne prévoit pas de retraitier les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2017 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2017.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16 et la norme IFRS 17.

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15, Avantages dans les contrats de location et SIC 27, Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole est en cours de réalisation avec des premiers résultats attendus d'ici la fin de l'année 2017.

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance remplacera IFRS 4. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. La principale évolution apportée par la norme IFRS 17 porte sur la valorisation des contrats d'assurance. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 participe à la phase de mise en œuvre du projet lancé par le Groupe afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme.

Par ailleurs, plusieurs amendements et une interprétation à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe, qui s'appliquent respectivement au 1^{er} janvier 2017 et au 1^{er} janvier 2018 sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Il s'agit d'une part des amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie, à IAS 12 Impôts sur le résultat et à IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Et d'autre part, il s'agit des amendements à IFRS 2 *Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*, IAS 40 *Immeubles de placement*, IAS 1 *Présentation des états financiers* et à IAS 28

Participations dans des entreprises associées, et de l'interprétation IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2017 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11 Périmètre de consolidation au 30 juin 2017.

Au 30/06/2017, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliards d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 22,1 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2017. Elle a souscrit pour 2,7 millions d'euros des titres subordonnés.

3. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 594	2 833	1 100
Sur opérations internes au Crédit Agricole	8 072	18 693	10 750
Sur opérations avec la clientèle	103 008	219 318	110 048
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 588	4 168	2 587
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 653	2 720	1 410
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4 943	18 722	14 181
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés	3		
Produits d'intérêts (1) (2)	121 861	266 454	140 076
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 013	-1 952	-915
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-14 264	-30 151	-16 055
Sur opérations avec la clientèle	-11 772	-27 855	-12 696
Sur dettes représentées par un titre	-105	-721	-348
Sur dettes subordonnées	-330	-667	-331
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-36 796	-64 019	-35 386
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-1 700	-2 030	-1 363
Charges d'intérêts	-65 980	-127 395	-67 094

(1) dont 1 322 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (*total PCCO 70709000, 70709200, 70619200 et 70519000*) au 30 juin 2017 contre 2 485 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 1 195 milliers d'euros au 30 juin 2016.

(2) dont 2 785 milliers d'euros au 30 juin 2017 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 4 950 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 2 357 milliers d'euros au 30 juin 2016.

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2017			31/12/2016			30/06/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	131	-49	82	348	-123	225	211	-45	166
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 267	-9 774	-2 507	18 154	-17 363	791	9 526	-8 091	1 435
Sur opérations avec la clientèle	19 483	-503	18 980	37 413	-950	36 463	19 328	-490	18 838
Sur opérations sur titres		0	0		0	0		0	0
Sur opérations de change	33		33	107		107	48		48
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1		1	132	-1	131		-1	-1
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	42 745	-3 646	39 099	73 911	-7 534	66 377	36 001	-3 486	32 515
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	646	-47	599	1 627	-85	1 542	827	-40	787
Produits nets des commissions	70 306	-14 019	56 287	131 692	-26 056	105 636	65 941	-12 153	53 788

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dividendes reçus	67		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	233	-1 872	-1 825
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	287	567	269
Résultat de la comptabilité de couverture	-40	-28	-35
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	547	-1 333	-1 591

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2017		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	84 355	84 355	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	37 718	46 637	-8 919
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	46 637	37 718	8 919
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	264 321	264 361	-40
Variations de juste valeur des éléments couverts	111 741	152 605	-40 864
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	152 580	111 756	40 824
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	348 676	348 716	-40

(en milliers d'euros)	31/12/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	91 244	91 291	-47
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	46 692	44 622	2 070
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	44 552	46 669	-2 117
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	307 430	307 411	19
Variations de juste valeur des éléments couverts	151 469	155 917	-4 448
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	155 961	151 494	4 467
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	398 674	398 702	-28

(en milliers d'euros)	30/06/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	106 094	106 129	-35
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	61 573	44 530	17 043
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	44 521	61 599	-17 078
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	345 952	345 952	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	191 942	154 010	37 932
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	154 010	191 942	-37 932
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	452 046	452 081	-35

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dividendes reçus	15 374	17 576	16 831
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	722	284	-154
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (2)	-5	-12	-13
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	16 091	17 848	16 664

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8 "Coût du risque".

(2) Dotation pour le titre CA Innove pour 4 milliers d'euros, la provision totale pour ce titre s'élève à 58 milliers d'euros au 30/06/2017.

Dotation pour le titre SEM Revel pour 1 millier d'euros, la provision totale pour ce titre s'élève à 30 milliers d'euros au 30/06/2017.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-55	-109	-54
Autres produits (charges) nets	-146	3 438	4 719
Produits (charges) des autres activités	-201	3 329	4 665

3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Charges de personnel	-43 538	-84 468	-42 980
Impôts et taxes	-5 343	-7 455	-5 157
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-27 117	-52 255	-24 493
Charges générales d'exploitation	-75 998	-144 178	-72 630

Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Salaires et traitements	23 185	45 137	22 682
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	2 590	5 105	2 416
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	108	1 401	108
Autres charges sociales	8 285	15 968	7 661
Intéressement et participation	4 249	7 563	5 333
Impôts et taxes sur rémunération	5 121	9 294	4 780
Total Charges de personnel	43 538	84 468	42 980

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dotations aux amortissements	-3 343	-8 764	-2 858
Immobilisations corporelles	-3 308	-8 644	-2 828
Immobilisations incorporelles	-35	-120	-30
Dotations (reprises) aux dépréciations	0	0	0
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-3 343	-8 764	-2 858

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-139 353	-49 924	-25 615
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances (1)	-131 670	-45 286	-24 376
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-3 116	-1 614	-601
Risques et charges	-4 567	-3 024	-638
Reprises de provisions et de dépréciations	145 227	48 605	23 407
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances (1)	142 405	45 674	21 920
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		18	
Engagements par signature	956	1 554	1 044
Risques et charges	1 866	1 359	443
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	5 874	-1 319	-2 208
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-334	-514	-255
Récupérations sur prêts et créances amortis	343	335	212
Décotes sur crédits restructurés	-108	-32	-7
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-58	-33	-27
Autres produits			
Coût du risque	5 717	-1 563	-2 285

(1) En 2017 les écritures de dotations et reprises de provisions non affectées ont été automatisées.
Les mouvements sont comptabilisés tous les mois, ce qui génère des flux plus importants en dotations et reprises.

La reprise nette du 1er semestre s'explique principalement par la mise à jour de l'applicatif gérant les notations des crédits retail.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-633	218	278
Plus-values de cession	39	420	285
Moins-values de cession	-672	-202	-7
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-633	218	278

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Charge d'impôt courant	-12 137	-31 467	-17 108
Charge d'impôt différé	-1 740	-6 374	-1 422
Charge d'impôt de la période	-13 877	-37 841	-18 530

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	54 348	34,43%	18 712
Effet des différences permanentes			-5 282
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			2 198
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 892
Effet de l'imposition à taux réduit			141
Changement de taux			
Effet des autres éléments			
Taux et charge effectifs d'impôt		25,53%	13 877

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2017.

Au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	110 252	34,43%	37 960
Effet des différences permanentes			-6 807
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			2 051
Effet de l'imposition à taux réduit			-1 442
Changement de taux			
Effet des autres éléments			6 080
Taux et charge effectifs d'impôt		34,32%	37 841

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016.

Au 30 juin 2016

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	69 013	34,43%	23 761
Effet des différences permanentes			-6 020
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			3 166
Effet de l'imposition à taux réduit			-259
Effet des autres éléments			-2 118
Taux et charge effectifs d'impôt		26,85%	18 530

La charge effective d'impôt au 30 juin 2016 s'élève à 18 530 milliers d'euros et non à 23 483 milliers d'euros comme publié au 30 juin 2016.

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2016.

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi		-1 734	-1 043
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence		382	359
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	0	-1 352	-684
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Ecart de réévaluation de la période	4 597	6 777	3 686
Transferts en résultat	5 317	6 954	3 527
Autres variations	-721	-284	151
	1	107	8
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	36	130	67
Ecart de réévaluation de la période	36	130	67
Transfert en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-144	-904	-553
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4 489	6 003	3 200
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4 489	4 651	2 516
Dont part Groupe	4 488	4 650	2 520
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	-4

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	31/12/2016					Variation					30/06/2017	
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
(en millions d'euros)												
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-3 894	1 126	-2 768	-2 768			0	0		-3 894	1 126	-2 768
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-3 894	1 126	-2 768	-2 768			0	0		-3 894	1 126	-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence			0	0			0	0				-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-3 894	1 126	-2 768	-2 768			0	0		-3 894	1 126	-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	26 121	-3 855	22 266	22 258	4 587	-134	4 463	4 462	30 718	-3 989	26 729	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	54	15	-39	-39	36	-10	26	26	-18	5	-13	26 720
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0	0			0	0				-13
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	26 067	-3 840	22 227	22 219	4 633	-144	4 489	4 488	30 700	-3 984	26 716	26 707
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables	26 067	-3 840	22 227	22 219	4 633	-144	4 489	4 488	30 700	-3 984	26 716	26 707
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	22 173	-2 714	19 459	19 451	4 633	-144	4 489	4 488	26 806	-2 856	23 949	23 939
<i>Etat BFC R-PL Qd06</i>												
	31/12/2015 retraité					Variation					31/12/2016	
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
(en millions d'euros)												
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-2 160	744	-1 416	-1 416			382	-1 352	-1 352	-3 894	1 126	-2 768
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-2 160	744	-1 416	-1 416			-1 734	382	-1 352	-1 352	-3 894	1 126
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence			0	0			0					-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0	0			0					-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0	0			0					0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-2 160	744	-1 416	-1 416			382	-1 352	-1 352	-3 894	1 126	-2 768
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables	19 344	-2 999	16 345	16 338	6 777	-856	5 921	5 920	26 121	-3 856	22 266	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-184	63	-121	-121	130	-48	82	82	-56	15	-39	-39
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	19 160	-2 936	16 224	16 217	6 907	-904	6 003	6 002	26 067	-3 840	22 227	22 219
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0	0			0	0				0
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres recyclables	19 160	-2 936	16 224	16 217	6 907	-904	6 003	6 002	26 067	-3 840	22 227	22 219
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	17 000	-2 192	14 808	14 801	5 173	-522	4 651	4 650	22 173	-2 714	19 459	19 451

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de Proximité ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 287	3 578
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	4 287	3 578
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Instruments de capitaux propres	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	0	0
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Prêts et avances	0	0
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	4 287	3 578
Valeur au bilan	4 287	3 578

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 663	8 829
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	5 663	8 829

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes envers la clientèle		
Instruments dérivés	5 663	8 829
Valeur au bilan	5 663	8 829

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne détient pas de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2017			31/12/2016		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	72 404	37	-12	34 689		-315
Obligations et autres titres à revenu fixe	329 468	1 506	-273	410 632	4 036	-222
Actions et autres titres à revenu variable	76 509	11 111	-772	84 519	8 949	-667
Titres de participation non consolidés	670 239	19 303	-182	664 579	14 536	-197
Total des titres disponibles à la vente	1 148 620	31 957	-1 239	1 194 419	27 521	-1 401
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 148 620	31 957	-1 239	1 194 419	27 521	-1 401
Impôts		-4 511	307		-4 418	348
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt) (2)		27 446	-932		23 103	-1 053

(1) Dont 14 885 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 30 juin 2017, contre 14 879 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 286 869 milliers d'euros au 30 juin 2017, identique au 31 décembre 2016.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	69 634	17 318
Comptes et prêts	47 512	16 144
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	12 487	16 144
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	20 952	9
Prêts subordonnés	1 170	1 165
Autres prêts et créances		
Valeur brute	69 634	17 318
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	69 634	17 318
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	368 746	479 114
Comptes ordinaires	81 404	131 430
Comptes et avances à terme	287 342	347 684
Prêts subordonnés		
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	368 746	479 114
Valeur au bilan	438 380	496 432

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	1 761	1 726
Titres non cotés sur un marché actif	1 761	1 726
Prêts et avances	8 014 087	7 822 813
Créances commerciales	12 972	14 061
Autres concours à la clientèle	7 957 351	7 765 011
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	9 401	9 388
Comptes ordinaires débiteurs	34 363	34 353
Valeur brute	8 015 848	7 824 539
Dépréciations	197 923	215 431
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	7 817 925	7 609 108
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations	0	0
Valeur nette des opérations de location-financement	0	0
Valeur au bilan	7 817 925	7 609 108

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	30/06/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives (2)	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	507 953			700	507 253
Banques centrales	69 634				0
Etablissements de crédit	1 372 328	39 370	36 685	24 474	69 634
Grandes entreprises	6 135 567	155 736	111 173	24 891	1 311 169
Clientèle de détail					5 999 503
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	8 085 482	195 106	147 858	50 065	7 887 559

(1) Dont encours restructurés pour 28 753 milliers d'euros.

(2) La Caisse Régionale de Toulouse 31 a mis en production un nouveau modèle de notation sur la banque de détail pour l'arrêté semestriel du 30 juin 2017. Ce nouveau modèle, utilisé pour la détermination des provisions collectives et filières, a conduit à revoir de façon significative les notations et les paramètres de calcul en termes de probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.

L'application de ce nouveau modèle s'est accompagné de la réduction du périmètre des notations utilisées pour le calcul des provisions collectives.

Ces évolutions, accompagnées des événements de la période sur les contrats, ont conduit à des reprises de provisions collectives et filières pour 10,9 M€ au 30 juin 2017.

	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	549 628	1 623	43	674	548 911
Banques centrales	17 318				0
Etablissements de crédit	1 354 196	39 318	36 888	25 785	17 318
Grandes entreprises	5 920 715	163 588	117 492	34 549	1 291 523
Clientèle de détail					5 768 674
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	7 841 857	204 529	154 423	61 008	7 626 426

(1) Dont encours restructurés pour 20 933 milliers d'euros.

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	215 431		132 296	-149 804			197 923
dont dépréciations collectives	61 008		115 456	-126 399			50 065
Opérations de location-financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 879		6				0
Actifs financiers disponibles à la vente	296						14 885
Autres actifs financiers							296
Total Dépréciations des actifs financiers	230 606	0	132 302	-149 804	0	0	213 104

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	233 948		46 767	-65 284			215 431
dont dépréciations collectives	62 082		15 202	-16 276			61 008
Opérations de location financement							0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente	14 867		12				14 879
Autres actifs financiers	314			-18			296
Total Dépréciations des actifs financiers	249 129	0	46 779	-65 302	0	0	230 606

5.5. Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Sur cet exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a aucune exposition significative au risque souverain.

5.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	1 748	1 247
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	10	3
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	20 977	23
Total	22 725	1 270
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	41 091	92
Comptes et avances à terme	4 741 256	4 900 163
Total	4 782 347	4 900 255
Valeur au bilan	4 805 072	4 901 525

Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	2 507 397	2 424 320
Comptes d'épargne à régime spécial	41 707	35 868
Autres dettes envers la clientèle	910 275	877 573
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	3 459 379	3 337 761

5.7. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres négociables à court terme (1)	291 560	132 353
Emprunts obligataires (2)	17 449	
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	309 009	132 353
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	15 509	15 179
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	15 509	15 179

(1) Emission de CDN et BMTN Financiers

(2) Emprunt dans le cadre de la Titrisation 2017

5.8. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Valeur brute	4 946		13				4 959
Amortissements et dépréciations	-2 429		-55				-2 484
Valeur au bilan (1)	2 517	0	-42	0	0	0	2 475

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	4 928		18				4 946
Amortissements et dépréciations	-2 320		-109				-2 429
Valeur au bilan (1)	2 608	0	-91	0	0	0	2 517

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	4 959
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	4 946
Valeur de marché des immeubles de placement	4 959	4 946

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

5.9. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	138 160		10 416	-3 656			144 920
Amortissements et dépréciations (1)	-97 355		-3 308	2 897			-97 766
Valeur au bilan	40 805	0	7 108	-759	0	0	47 154
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	13234		98	-14			13 318
Amortissements et dépréciations	-9961		-35	14			-9 982
Valeur au bilan	3 273	0	63	0	0	0	3 336

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	129 985		10 510	-2 336		1	138 160
Amortissements et dépréciations (1)	-90 661		-8 644	1 950			-97 355
Valeur au bilan	39 324	0	1 866	-386	0	1	40 805
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	13 110		126	-2			13 234
Amortissements et dépréciations	-9 843		-120	2			-9 961
Valeur au bilan	3 267	0	6	0	0	0	3 273

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.10 Ecarts d'acquisition

La Caisse Regionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne constate aucun écart d'acquisition au 30/06/2017.

5.11. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Risques sur les produits épargne-logement	12 854				-2 472			10 382
Risques d'exécution des engagements par signature	7 212		3 116	-666	-956			8 706
Risques opérationnels	1 538						1 538	
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	7 250		1 069			1		8 320
Litiges divers	9 736		1 343	-270	-1 620			9 189
Participations							0	0
Restructurations							0	0
Autres risques	8 439		4 045	-1 816	-826			9 842
Total	47 029	0	9 573	-2 752	-5 874	1	0	47 977

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Risques sur les produits épargne-logement	9 210		3 644					12 854
Risques d'exécution des engagements par signature	8 414		1 614	-1 261	-1 555			7 212
Risques opérationnels	6 691			-88	-5 065		1 538	
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	4 893		2 236		-1 475		7 250	
Litiges divers	8 312		2 022	-115	-483		1 596	9 736
Participations							0	0
Restructurations							0	0
Autres risques	10 390		6 646	-3 309	-5 288			8 439
Total	47 910	0	16 162	-4 773	-13 866	0	1 596	47 029

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	693 370	644 867
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	376 228
Ancienneté de plus de 10 ans	800 557	417 626
Total plans d'épargne-logement	1 493 927	1 438 721
Total comptes épargne-logement	161 169	156 932
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 655 096	1 595 653

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2017 pour les données au 30 juin 2017 et à fin novembre 2016 pour les données du 31 décembre 2016.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	1 625	1 989
Comptes épargne-logement	7 214	8 757
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	8 839	10 746

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	5 640	4 665
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	2 081
Ancienneté de plus de 10 ans	4 742	6 108
Total plans d'épargne-logement	10 382	12 854
Total comptes épargne-logement	0	0
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	10 382	12 854

5.12. Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2017

Au 30 juin 2017, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	1 425 250	31%	0
Dont part du Public	1 412 188	31%	
Dont part Sacam Mutualisation			
Dont part autodétenue	13 062	0%	
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 165 535	25%	0
Dont part du Public			
Dont part Crédit Agricole S.A.	295 593	6%	
Dont part Sacam Mutualisation	869 942	19%	
Parts sociales	1 999 601	44%	100%
Dont 47 Caisses Locales	1 999 509	44%	100%
Dont 18 administrateurs de la CR	90	0%	
Dont Crédit Agricole S.A.	1	0%	
Dont Sacam Mutualisation	1	0%	
Dont Autres			
Total	4 590 386	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 73 446 milliers d'euros.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2016, l'Assemblée générale du 30 mars 2017 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 3,00 %.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	CCI	CCA	Part Sociale
	Montants versés en K€	Montants versés en K€	Montants versés en K€
2013	5 757	4 674	768
2014	6 157	5 035	576
2015	6 585	5 385	342
2016	6 599	5 396	960

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 13 820 milliers d'euros en 2017.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Engagements donnés	3 792 252	3 963 813
Engagements de financement	851 648	848 367
Engagements en faveur des établissements de crédit	3 105	3 105
Engagements en faveur de la clientèle	848 543	845 262
. Ouverture de crédits confirmés	369 748	389 895
- <i>Ouverture de crédits documentaires</i>	4 770	5 728
- <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	364 978	384 167
. Autres engagements en faveur de la clientèle	478 795	455 367
Engagements de garantie	427 505	439 790
Engagements d'ordre des établissements de crédit	160 905	162 959
. Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	286	100
. Autres garanties (1)	160 619	162 859
Engagements d'ordre de la clientèle	266 600	276 831
. Cautions immobilières	98 352	111 324
. Autres garanties d'ordre de la clientèle	168 248	165 507
Autres engagements donnés	2 513 099	2 675 656
Engagements reçus	2 953 945	2 827 613
Engagements de financement	43 834	54 513
Engagements reçus des établissements de crédit	43 834	54 513
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 910 111	2 773 100
Engagements reçus des établissements de crédit	361 816	327 470
Engagements reçus de la clientèle	2 548 295	2 445 630
. Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	497 461	462 665
. Autres garanties reçues	2 050 834	1 982 965

(1) Dont 145 474 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 377 916 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	2 513 099	2 675 656
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension (2)	62 047	85
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	2 575 146	2 675 741
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension (2)	63 852	
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	63 852	0

- (1) L'opération de simplification capitalistique qui s'est traduite par la cession des parts CCI/CCA le 3 août 2016 s'est accompagnée de deux avenants au dispositif switch qui ont pris effet le 21 juillet 2016. Dans ce contexte, l'assiette de la garantie globale (switch) et le dépôt de gage espèces ont été en partie réduits. Ainsi, le montant plafond de la garantie a baissé à concurrence de la composante liées aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et la partie correspondante du dépôt de gage espèces a été remboursée. A l'issue de l'opération, l'entité conserve un dépôt de 49 243 milliers d'euros relatif aux exigences prudentielles liées à la mise en équivalence des participations dans Crédit Agricole Assurance détenues par Crédit Agricole S.A.
- (2) Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a mis en pension des titres pour 62 047 milliers d'euros dont 41 058 milliers d'euros de titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015. En contrepartie la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a pris en pension des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) pour une valeur estimée au 30 juin 2016 de 63 852 milliers d'euros.

Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2017, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 513 099 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 675 656 milliers d'euros au 31 décembre 2016. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté :

- 1 269 994 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 486 608 milliers d'euros au 31 décembre 2016 ;
- 253 656 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 277 332 milliers d'euros au 31 décembre 2016;
- 989 449 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 911 716 milliers euros au 31 décembre 2016.

7. *Reclassements d'instruments financiers*

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les reclassements hors de la catégorie "Actifs financiers détenus à des fins de transaction" ou hors de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Reclassements effectués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas opéré en 2017 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 30 juin 2017	Juste valeur au 30 juin 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	8 256 305	8 393 694	0	747 300	7 646 394
Créances sur les établissements de crédit	438 380	437 817	0	437 817	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	52 833	52 829		52 829	
Comptes et prêts à terme	322 367	319 971		319 971	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	62 010	63 852		63 852	
Prêts subordonnés	1 170	1 165		1 165	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	7 817 925	7 955 877	0	309 483	7 646 394
Créances commerciales	12 170	12 972			12 972
Autres concours à la clientèle	7 775 067	7 897 617		265 941	7 631 676
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	1 761	1 746			1 746
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	9 283	9 340		9 340	
Comptes ordinaires débiteurs	19 644	34 202		34 202	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	390 415	395 278	389 835	5 443	0
Effets publics et valeurs assimilées	139 736	141 811	141 811		
Obligations et autres titres à revenu fixe	250 679	253 467	248 024	5 443	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 646 720	8 788 972	389 835	752 743	7 646 394

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	8 105 540	8 254 913	0	8 254 913	0
Créances sur les établissements de crédit	496 432	494 232	0	494 232	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	147 574	147 574		147 574	
Comptes et prêts à terme	347 684	345 493		345 493	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	9				
Prêts subordonnés	1 165	1 165		1 165	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	7 609 108	7 760 681	0	7 760 681	0
Créances commerciales	13 186	14 061		14 061	
Autres concours à la clientèle	7 566 578	7 701 389		7 701 389	
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	1 726	1 714		1 714	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	9 270	9 309		9 309	
Comptes ordinaires débiteurs	18 348	34 208		34 208	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	210 887	216 519	210 991	5 528	0
Effets publics et valeurs assimilées	88 902	90 740	90 740		
Obligations et autres titres à revenu fixe	121 985	125 779	120 251	5 528	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 316 427	8 471 432	210 991	8 260 441	0

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 30 juin 2017	Juste valeur au 30 juin 2017	Prix côtés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	4 805 072	4 806 344	0	4 806 344	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	31	10			
Comptes et emprunts à terme	4 742 994	4 739 861			
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	62 047	66 473			
Dettes envers la clientèle	3 459 379	3 451 765	0	3 410 058	41 707
Comptes ordinaires créditeurs	2 507 397	2 507 347			
Comptes d'épargne à régime spécial	41 707	41 707			
Autres dettes envers la clientèle	910 275	902 711			
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	309 009	309 105	17 545	291 560	
Dettes subordonnées	15 509	15 001	15 001		
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 588 969	8 582 215	32 546	8 507 962	41 707

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix côtés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	4 901 525	4 896 432	0	4 896 432	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	33	3			
Comptes et emprunts à terme	4 901 407	4 896 429			
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	85				
Dettes envers la clientèle	3 337 761	3 327 221	0	3 327 221	0
Comptes ordinaires créditeurs	2 424 320	2 424 232			
Comptes d'épargne à régime spécial	35 868	35 868			
Autres dettes envers la clientèle	877 573	867 121			
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	132 353	131 960		131 960	
Dettes subordonnées	15 179	15 001	15 001		0
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 386 818	8 370 614	15 001	8 355 613	0

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

(en milliers d'euros)	30/06/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 287	0	4 287	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Instruments dérivés	4 287		4 287	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 148 620	351 953	796 667	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	72 404	72 404		
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	329 468	242 841	86 627	
<i>Actions et autres titres à revenu variable (1)</i>	746 748	36 708	710 040	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	28 097		28 097	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 181 004	351 953	829 051	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

(1) Y compris 286 969 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif de la note 1.3 "Principes et méthodes comptables" présentés dans les états financiers du 31 décembre 2016.)

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 578	0	3 578	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Instruments dérivés	3 578		3 578	
	0			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 194 419	348 995	845 424	0
Effets publics et valeurs assimilées	34 689	34 689		
Obligations et autres titres à revenu fixe	410 632	270 029	140 603	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	749 098	44 277	704 821	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	25 175		25 175	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 223 172	348 995	874 177	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Y compris 286 869 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	30/06/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 663	0	5 663	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	5 663		5 663	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	139 990		139 990	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	145 653	0	145 653	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	8 829	0	8 829	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	8 829		8 829	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	185 090		185 090	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	193 919	0	193 919	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Changements de modèles de valorisation

Aucun transfert en dehors de ou vers le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été effectué au cours du premier semestre 2017.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a valorisé aucun instrument financier selon le modèle de niveau 3 au 30 juin 2017.

9. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas constaté d'évènements postérieurs à la date de clôture qui donnent lieu à des ajustements ou qui donnent lieu à une information annexe.

10. Parties liées

Les parties liées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salarié ou à celui d'une de ses parties liées.

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

1,0 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
0,8 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
0,2 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

11. Périmètre de consolidation au 30 juin 2017

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de l' <i>[Entité]</i>	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016
Établissements bancaires et financiers									
Caisse Régionale Toulouse 31	Mère		France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Caisses Locales	Mère		France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Crédit Agricole Habitat Toulouse 31	Globale		France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Force Toulouse Diversifié	Globale		France	Filiale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Ozenne Institutionnel	Globale		France	Filiale	99,84%	99,84%	99,84%	99,84%	99,84%
Toulouse 31 Court Terme	Globale		France	Filiale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%

Au 30/06/2017, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliards d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales).

Au 30 juin 2017 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ayant participé à l'opération de titrisation a consolidé sa quote-part (analyse par silo), le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

12. Événements postérieurs au 30 juin 2017

Aucun évènement postérieur à la clôture n'a donné lieu à un ajustement.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

**DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES
AU 30 JUIN 2017**

DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Monsieur Nicolas LANGEVIN, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Toulouse, le 28 juillet 2017

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N : 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2017

Commissaire 1 <i>Département de KPMG S.A.</i>	Commissaire 2 Erreur ! Nom de propriété de document inconnu. Erreur ! Nom de propriété de document inconnu.
Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles	Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Lieu

Nom entier

Période du au

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la , relatifs à la période du au , tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

et , le

Les Commissaires aux Comptes

Commissaire1

Département de KPMG S.A.

Commissaire2